



Législature 2020-2024 – Année administrative 2023

Convocation à la séance du Conseil général de la Ville de Neuchâtel

Lundi 12 juin 2023 à 18h30 – Séance n° 29

Hôtel de Ville – Salle du Conseil général

Ordre du jour

A. Rapports

23-007/ Rapports du Conseil communal et de la Commission
23-201 financière concernant la gestion et les comptes de l'exercice
2022

B. Autres objets

(Textes complets ci-après)

23-602 Interpellation du groupe socialiste intitulée « Vers une [3](#)
solution concertée et attractive pour l'occupation des
espaces commerciaux au centre-ville »

23-603 Interpellation du groupe socialiste intitulée « Un meilleur [5](#)
accès au lac pour la baignade publique ! »

23-301 Motion des groupes VertsPopSol et socialiste intitulée [6](#)
« Favoriser la relève des médecins de premier recours dans
la commune de Neuchâtel »

23-302 Motion du groupe vert'libéral intitulée « Faut-il ajuster le [8](#)
règlement communal des finances pour garantir la transition
énergétique ? »

Pour mémoire

19-406 Proposition du groupe socialiste intitulée « Projet d'arrêté
visant à préserver, aménager et développer les parcs et
espaces publics dans les quartiers de la Ville de
Neuchâtel »

*Déposée le 28 octobre 2019 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors
de la séance du 11 novembre 2019. Renvoi à la Commission des plans
d'aménagement communal et d'alignement pour étude, selon décision du
Conseil général du 20 janvier 2020, puis à la Commission DDMIE, selon
décision du Bureau du Conseil général du 11 janvier 2021, confirmée le 9
mars 2021.*

*D'entente avec l'auteur de la proposition et conformément au rapport 22-
009, cette proposition sera traitée dans le cadre de la révision du PAL.*



22-401 Proposition du groupe vert'libéral intitulée « Arrêté concernant les places d'amarrage dans les ports de la Commune de Neuchâtel »

Déposée le 29 novembre 2022 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 12 décembre 2022. Renvoi à la Commission du développement technologique, de l'agglomération, de la sécurité et des ressources humaines pour étude, selon décision du Conseil général du 12 décembre 2022.

22-501 Postulat du groupe VertsPopSol intitulé « Quartiers durables »

Déposé et développé le 27 juin 2022 et inscrit à l'ordre du jour pour la 1^{ère} fois lors de la séance du 5 septembre 2022.

Renvoi à la Commission thématique « PAL » pour étude, selon décision du Conseil général du 6 février 2023.

Neuchâtel, le 24 mai 2023.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Le chancelier,

Nicole Baur

Daniel Veuve

Distribution : aux membres du Conseil général, pour convocation
aux suppléant-e-s du Conseil général, pour information

23-602

Interpellation du groupe socialiste par Mme Isabelle Mellana Tschoumy et consorts, intitulée « Vers une solution concertée et attractive pour l'occupation des espaces commerciaux au centre-ville »

Déposée le 31 janvier 2023 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{re} fois de la séance du 6 février 2023

Récemment l'annonce de la fermeture d'une enseigne active dans la décoration d'intérieur et l'ameublement ayant pignon sur rue au Seyon a suscité un petit émoi et de nombreux questionnements : comment se fait-il qu'une enseigne à succès ne renouvelle pas un bail après 10 ans de présence au centre-ville ? La réponse, que la régie propriétaire du bâtiment dit ignorer, semble évidente à l'annonce du montant du loyer exigé pour cet espace central : pas loin de 20'000.- francs par mois.

Alors même que Neuchâtel s'interroge et veut investir pour renforcer l'attractivité de la commune et attirer de nouveaux citoyens, l'annonce d'une telle fermeture en plein centre-ville et son remplacement par une société d'assurances laisse perplexe. L'un des atouts majeurs de ces espaces, c'est qu'ils ont pignon sur rue et qu'ils contribuent à attirer le chaland, a fortiori dans une zone semi-piétonne, que l'on s'imagine attractive pour qui souhaite musarder et faire du shopping. Se promener dans une zone piétonne et voir des rez-de-chaussée occupés par des bureaux n'incite ni à rester ni à revenir dans notre ville. D'autres vitrines et espaces demeurent vides au centre-ville, le constat n'est pas tout à fait nouveau, et là aussi, on ne peut que constater l'effet repoussoir et l'atmosphère délétère que cela imprime. Toutes les rues n'ont pas la même signification ni le même usage : chaque commerce qui ferme laisse un vide, et le remplacement de ce vide par une activité qui ne participe pas à la dynamique commerciale de la zone, comme une malheureuse combinaison, nuit à l'image de la rue dans son entier.

Dès lors, nous nous demandons de quels moyens disposent nos autorités pour contrer et orienter l'occupation commerciale inopportune de son sol, sachant que les bâtiments, en mains privées, ne relèvent par définition pas directement de son champ de compétences. Plus particulièrement, conscients que de simples mesures de marketing ne suffisent pas, nous interpellons nos autorités sur les points suivants, qui concernent tant une occupation « inopportune » qu'un espace laissé vide trop longtemps :

- Le poste de délégué-e au centre-ville, apparemment vacant, représente à notre sens un atout majeur dans la mise en lien des différents acteurs contribuant au dynamisme et à l'attractivité du centre-ville : pour quelle raison ce poste tarde-t-il à être repourvu ?
- Le cas échéant, quels sont les contours de son cahier des charges ? Comment s'opère la collaboration avec les différentes associations commerciales, les propriétaires d'immeubles, la ville et le canton ?
- Quels sont les leviers actionnables au niveau de la commune, par ex à travers le plan local et la répartition des zones, pour orienter de façon plus appuyée le choix des commerces ?
- Quels sont les moyens à disposition de la commune pour encourager les propriétaires à proposer des baux commerciaux de plus courte durée ? Le raccourcissement de ces baux permettrait à d'éventuels repreneurs commerciaux d'oser une installation avec un premier horizon à 2 ou 3 ans, par ex.
- Les occupations commerciales « alternatives », comme par ex l'émergence de boutiques « pop up » pourraient représenter une occasion de mise en valeur de commerces différents ou plus confidentiels. Quels seraient les appuis proposés

par la Ville à ce type de démarche ? Quels échanges avec d'autres communes de Suisse en matière d'expérience avec les pop-ups ?

- Dans le cas des espaces commerciaux et des vitrines restant trop longtemps vacants - par hypothèse en raison d'un loyer très élevé, la commune peut-elle envisager d'introduire une taxe sur les locaux inoccupés ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

23-603

Interpellation du groupe socialiste par M. Jonathan Gretilat, intitulée « Un meilleur accès au lac pour la baignade publique ! »

Déposée le 1^{er} février 2023 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{re} fois de la séance du 6 février 2023

Les habitantes et habitants de Neuchâtel, et souvent même de loin à la ronde, sont très attaché-e-s au lac et à ses rivages, qui contribuent grandement au rayonnement et à l'attractivité de notre ville. Depuis une vingtaine d'années, beaucoup d'efforts ont été consacrés au réaménagement des Jeunes-Rives, dont la métamorphose va enfin être concrétisée d'ici à 2025. Mais notre territoire communal comporte bien d'autres rives de qualité et de grande beauté, qui demeurent hélas souvent oubliées. On pense notamment aux rives situées à côté de la piscine de Serrières, entre le port et la plage de Serrières, le long du Quai Max Petitpierre, à la baie de l'Evole, au Quai Osterval, ou encore au Nid-du-Crô. Autant d'endroits potentiellement propices au délasserment estival et à la baignade lacustre (à toutes les saisons). Néanmoins, les nombreux enrochements présents rendent l'accès au lac presque toujours difficile, si ce n'est périlleux. Cela est d'autant plus problématique pour les personnes âgées ou à mobilité réduite.

Parallèlement, les difficultés financières induites par la période actuelle ainsi que les considérations sur l'empreinte carbone de tout un chacun conduisent un nombre croissant de personnes à demeurer dans la région durant toute la période estivale. Le lac et ses rives, qui appartiennent à toutes et tous, revêtent d'autant plus d'importance pour la population n'ayant pas les moyens ou l'envie de nouveaux horizons.

Face à ces constats, le Groupe socialiste imagine que l'on pourrait installer, de manière relativement facile, des pontons d'accès ou plateformes lacustres flottants, éventuellement précédés de plateformes de délasserment, aisément accessibles pour toutes et tous depuis les différentes rives précitées, et depuis lesquels entrer dans le lac pour s'y baigner. De nombreux exemples existent sur les lacs et cours d'eau suisses, en commençant déjà par Serrières, mais également à Genève, Bâle ou Zurich. Un autre exemple particulièrement réussi, mais plus coûteux, a été réalisé récemment à Cologny. De telles structures pourraient par ailleurs être réalisées intégralement en bois local, ou à tout le moins indigène, par des entreprises régionales, dans des délais rapides et à des coûts raisonnables. Notre capitale cantonale est-elle prête à se lancer à l'eau ?

Le Conseil communal est dès lors invité à répondre aux questions suivantes :

- 1) Partage-t-il les constats exprimés par la présente interpellation ?
- 2) Est-il favorable à la mise en place de pontons ou plateformes flottantes en bois pour faciliter la baignade publique depuis les différentes rives lacustres longeant le territoire communal ?
- 3) En cas de réponse négative aux deux questions précédentes, à quelles propositions concrètes et à échéance raisonnable le Conseil communal peut-il s'engager pour favoriser et améliorer la baignade publique le long des « autres rives » du territoire communal ?
- 4) Le cas échéant, quels coûts représenteraient la construction et l'entretien de chaque ponton en bois à installer sur les rives ?
- 5) L'exemple du ponton en bois sur le lac à Serrières pourrait-il être reproduit et étendu facilement à d'autres rives communales ?

Le présent texte tient lieu de développement écrit

Réponse écrite du Conseil communal du 3 avril 2023

23-301

Motion des groupes VertsPopSol et socialiste par Mmes Aline Chapuis, Claire Hunkeler et consorts, intitulée « Favoriser la relève des médecins de premier recours dans la commune de Neuchâtel »

Déposée le 31 janvier 2023 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{re} fois de la séance du 13 mars 2023

Le Conseil général demande au Conseil communal d'identifier les besoins actuels et à moyen terme de la population en matière d'accès aux soins, de dresser un état des lieux du domaine de la médecine de premier recours en Ville de Neuchâtel (âge, localisation, pourcentage de travail, projet de départ à la retraite, etc.) et de développer des stratégies pour favoriser la reprise des cabinets et l'installation de ces professionnel-le-s dans la commune.

Développement écrit

Aujourd'hui, tout le monde constate qu'il est difficile de trouver un médecin de premier recours (généraliste, pédiatre, etc.) ou d'obtenir un rendez-vous. Or, ces médecins sont capitaux dans le système de santé pour conseiller, rassurer, soigner et orienter les patients auprès des spécialistes ou des hôpitaux en cas de nécessité seulement. La prise en charge des patients en cabinet contribue ainsi au désengorgement du système hospitalier. Comme l'a démontré l'étude OBSAN de 2016¹, les médecins de famille n'occasionnent que 7,9 % des coûts liés à la santé et assurent le suivi des patients sans recours à un spécialiste dans 94,3 % des cas.

Dans un contexte professionnel en constante évolution où les médecins aspirent, comme le reste de la population, à des pourcentages de travail partiels et face à l'accroissement du nombre de personnes âgées, la problématique de pénurie va s'installer durablement. En effet, il fut un temps où un droit de pratique correspondait à environ 80-100 heures de travail par semaine alors qu'actuellement, il équivaut plutôt à 45 heures hebdomadaires. Par ailleurs, l'établissement au sein d'un cabinet de groupe représente aujourd'hui une plus-value à beaucoup d'égards pour les professionnel-le-s (partage des coûts, échanges avec d'autres professionnel-le-s, possibilités de remplacement, etc.). Pour pallier ces problèmes, le Canton de Neuchâtel a récemment mis sur pied une campagne visant à favoriser l'implantation de généralistes et de pédiatres dans le canton. En plus de ces premières mesures, la Commune a, elle aussi, un rôle à jouer.

Ainsi, le Conseil général demande à la Commune de Neuchâtel d'être proactive pour contrer cette situation de pénurie. Pour ce faire, différentes stratégies peuvent être mises en œuvre :

- Utilisation des biens immobiliers de la Commune pour la domiciliation de médecins ou pour le développement de nouveaux cabinets de groupe dans des locaux commerciaux. A l'instar de la Commune du Landeron, différentes options sont envisageables.
- Approche proactive de la future relève et offre d'un soutien logistique et financier (démarches administratives, recherche de domicile, business plan, etc.).
- Accompagnement des médecins à l'aube de leur retraite dans la recherche de relève.
- Soutien d'une politique de formation par l'encouragement de l'assistantat au sein des cabinets médicaux déjà existants sur le territoire communal.

¹ <https://www.obsan.admin.ch/fr/publications/2016-la-medecine-de-famille-en-suisse>

- Communication par courrier postal, ou tout autre moyen, avec les médecins internes du RHNE : bienvenue, informations sur les prestations offertes par la Commune, que ce soit pour la vie professionnelle ou non.
- Coordination entre le délégué à l'économie et à la domiciliation et la déléguée aux personnes âgées et à la promotion de la santé, dans le but de développer également des mesures complémentaires à l'installation de la relève (places en préscolaire et parascolaire pour une meilleure conciliation entre vie professionnelle et familiale du corps médical, etc.).

Discussion

23-302

Motion du groupe vert'libéral par M. Pierre-Yves Jeannin et consorts, intitulée « Faut-il ajuster le règlement communal des finances pour garantir la transition énergétique ? »

Déposée le 24 février 2023 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{re} fois de la séance du 13 mars 2023

Le Conseil général demande au Conseil communal d'étudier les options offertes par la LFinEC et les règles liées au système MCH2, pour que notre règlement communal sur les finances offre la possibilité de sortir du frein à l'endettement les investissements liés à l'assainissement énergétique des bâtiments, ou du moins la part des investissements induisant une hausse assurée des revenus ou une baisse correspondante des charges. Le Conseil communal devrait également évaluer les besoins d'investissements totaux et se pencher sur les possibilités actuelles de soutiens que le Canton et la Confédération proposent. Il pourra ainsi estimer les lacunes et annoncer clairement quels financements complémentaires seraient nécessaires pour atteindre les objectifs.

Considérant le plan de réforme et de modernisation de l'administration (REMO), le Conseil communal fera également des propositions sur les conditions qu'il estime raisonnables pour envisager de tels investissements.

Il étudiera aussi les possibilités existantes de créer des fonds de rénovation qui pourraient éventuellement permettre d'anticiper ou de lisser les investissements dans ce domaine.

Développement écrit

La votation du plan climat par le parlement cantonal avec un délai "zéro émission" fixé à 2040 impliquera pour notre commune d'assainir l'essentiel des bâtiments de son patrimoine dans les 20 prochaines années. Cet intense effort financier, dans le cadre fixé actuellement par les règles d'autofinancement, pourrait entrer en concurrence directe avec d'autres projets relativement importants.

En outre, le manque d'investissements consentis par notre commune dans l'entretien de son patrimoine bâti, en particulier au niveau énergétique, est relevé depuis de nombreuses années par différents conseillers généraux, pas seulement vert'libéraux d'ailleurs. La charge revient donc sur les autorités actuelles qui doivent se démener pour trouver des solutions, ceci sous la contrainte du temps et de conditions budgétaires difficiles.

Il semble par conséquent important d'agir sur deux plans :

- 1) Savoir quels sont les soutiens envisageables de la part du Canton et de la Confédération, sachant qu'ils imposent des délais et travaux aux communes. En particulier, le programme bâtiment de la Confédération sera-t-il renforcé ? D'autres aides (p. ex. prêts sans intérêts, autres subventions...) sont-elles envisagées ?
- 2) Savoir quelles sont les possibilités laissées par la LFinEC et MCH2 pour ajuster le règlement communal des finances et permettre, sous certaines conditions, de sortir des investissements soumis au frein à l'endettement ceux qui sont liés à des améliorations énergétiques et/ou à des domaines autoporteurs.

A titre d'exemple, l'extrait ci-après, tiré du règlement des finances de la commune de Val-de-Travers, inclut explicitement cette option.

Art. 3.9 ¹Les investissements nets pris en compte se calculent sur la base des investissements du patrimoine administratif, dont sont soustraits les éléments suivants :

Investissements du patrimoine administratif

- Subventions ou autres recettes d'investissement
- Investissements dans les domaines totalement autofinancés
- Part de l'investissement financée par un prélèvement à une réserve
- Part de l'investissement financée par une hausse assurée des revenus qui lui sont liés ou une baisse des charges correspondantes.

²Les montants d'investissements, de subventions ou de prélèvements à la réserve sont pris en compte au moment de la décision.

Nous restons toutefois réalistes sur le fait que cette deuxième piste ne représentera au mieux qu'une demi-solution dans la mesure où le poids de la dette et des amortissements limiteront automatiquement le volume des investissements potentiellement envisageables.

Discussion



Législature 2020-2024 – Année administrative 2023
Séance du Conseil général de la Ville de Neuchâtel
Lundi 12 juin 2023 à 18h30 – Séance n° 29
Hôtel de Ville – Salle du Conseil général

Supplément à l'ordre du jour

B . Autre objet

(Texte complet ci-après)

23-606 Interpellation du groupe socialiste intitulée « Un camouflet pour le défilé du 14 juin marquant la Grève féministe à Neuchâtel » [2](#)

Neuchâtel, le 7 juin 2023.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL :

La présidente,

Le chancelier,

Nicole Baur

Daniel Veuve



23-606

Interpellation (munie d'une demande de traitement prioritaire) du groupe socialiste par Mme Isabelle Mellana Tschoumy et consorts, intitulée « Un camouflet pour le défilé du 14 juin marquant la Grève féministe à Neuchâtel »
Déposée le 5 juin 2023 et inscrite à l'ordre du jour pour la 1^{re} fois lors de la séance du 12 juin 2023

Nous apprenions avec stupéfaction le 22 mai dernier, par une information relayée sur le site de la RTS et dans ArclInfo, que la Ville de Neuchâtel refusait d'entrer en matière sur le tracé proposé par le Collectif pour la Grève féministe à l'occasion de sa manifestation du 14 juin. Traditionnellement, les (rares) manifestations à Neuchâtel empruntaient un parcours les menant de l'avenue de la Gare jusqu'au centre-ville. Une alternative bancable, proposant d'emprunter à la place la ruelle Vaucher, puis l'avenue du 1^{er}-Mars, mais seulement partiellement fermée à la circulation, tout en maintenant le trafic routier (bus et voitures) sur les couloirs d'ouest en est, a été sèchement recalée par le Collectif féministe.

Dire que nous comprenons pleinement ce refus d'entrée en matière serait un euphémisme. La situation, en effet, nous semble inadmissible, tant les raisons données pour interdire le parcours souhaité initialement nous paraissent inconvenantes, au vu de l'importance nationale et internationale de ce geste symbolique, militant et pacifique.

Car la Ville se base uniquement sur un préavis négatif de la part de TransN : l'importance de l'avenue de la Gare que plusieurs lignes de bus empruntent, et donc les inconvénients découlant de sa fermeture temporaire au trafic, mais aussi le coût que représente l'arrêt de ces lignes, seraient autant d'arguments en défaveur du parcours souhaité. La porte-parole de TransN mentionne aussi le manque de réserves financières (depuis le COVID), qui ne permettrait pas d'éponger les coûts en relation avec une interruption de trafic, ce qui induirait éventuellement un report de ces coûts à charge du Collectif. Quel non-sens, et quel mépris !

Plusieurs aspects nous laissent perplexes, voire inquiets, d'autres appellent des clarifications : tout d'abord, une interrogation générale sur le bien-fondé d'une telle décision, parfaitement asymétrique en regard des autres interruptions – festives, celles-ci – qui touchent le trafic TransN tout comme l'usage de l'avenue du 1^{er}-Mars et l'avenue de la Gare, entre autres. On pense ici au cortège de la Fête de la Jeunesse, ou encore aux trois jours de la Fête des Vendanges. Verrons-nous prochainement ces fêtes annuelles réduites à l'espace de la zone piétonne ? Evidemment non.

Dans la négociation entre le Collectif, TransN et la Ville, il apparaît vite qu'en réalité il n'y a que deux intervenants, dont un seul qui décide. Et ce n'est pas celui qu'on attend : en effet, la Ville dans sa décision prend appui uniquement sur les considérations de TransN, pour reléguer la manifestation et le défilé de la Grève féministe à l'écart, sur un parcours très étroit, peu central et pas sécurisé. C'est donc TransN qui décide, et pas l'exécutif de notre Ville.

Reléguer les manifestant-e-s loin des regards de la population c'est une façon de minimiser une cause juste et fondamentale à savoir celle de la justice et de l'égalité.

Nous nous interrogeons également sur les coûts induits par une interruption de trafic de ce type et de cette durée : on a pu lire qu'une perturbation d'environ 45 minutes pouvait engendrer des frais allant jusqu'à 30'000.-. Ces chiffres demandent une explication, tout comme une comparaison avec le coût induit par les autres manifestations mentionnées plus haut, et qui ne font l'objet d'aucune objection, ni de la Ville, ni de TransN.

Le Conseil communal avance de son côté avoir tranché en faveur du parcours le plus sûr et sécurisé, sans aucune considération financière. Nous aimerions connaître les arguments relatifs à la sécurité, notre lecture nous menant à penser l'exact contraire : il est plus dangereux de faire passer une foule dans un entonnoir, puis sur un axe qui ne sera pas totalement (mais brièvement) fermé au trafic motorisé, plutôt que sur une avenue large et momentanément sans véhicules.

In fine, nous pensons qu'une grève, une manifestation, par son essence, doit déranger, interpeller. Elle doit être visible et sonore, et ne saurait être reléguée aux ruelles et canalisée au même titre que les fans déchaînés un soir de match ! La gêne sur le trafic et les surcoûts induits par une interruption temporaire ? Nous n'aurions pas osé les invoquer, tant ces éléments nous paraissent déplacés quand on parle d'inégalité de genre et son cortège de conséquences autrement plus graves sur la moitié de l'humanité. Nous demandons dès lors au Conseil communal de revoir sa position et autoriser le parcours de la Grève féministe sur son tracé initial.

Développement